



Institut Veblen
pour les réformes
économiques

CAMILLE MEYER

Doctorant à l'Université Libre de Bruxelles, CEB, Centre Européen de Recherche en Microfinance (CERMi). Cette note est tirée d'un mémoire réalisé dans le cadre d'un master en coopération au développement ayant gagné deux prix de recherche : le Prix de l'économie sociale 2012 (Belgique) et le 3ème Prix de la recherche coopérative 2012 (France)¹.

Institut Veblen
38 rue St-Sabin
75011 Paris

www.veblen-institute.org
[@VeblenInstitute](https://twitter.com/VeblenInstitute)

Finance solidaire et monnaie locale : le cas Palmas

CAMILLE MEYER

DÉCEMBRE 2013

Souvent montrée en exemple comme une innovation monétaire utile dans la lutte contre la pauvreté, la monnaie locale Palmas reste pourtant mal connue, notamment en dehors du Brésil. L'étude de Camille Meyer montre que sa circulation effective et son effet multiplicateur restent timides, mais que sa mise en place a néanmoins permis de renforcer le développement endogène du quartier.

De la banque communautaire à la monnaie

L'histoire de la monnaie Palmas s'inscrit dans celle, plus ancienne, de la banque qui lui a donné son nom. Installée au Conjunto Palmeiras, l'un des quartiers les plus pauvres de la ville de Fortaleza dans le Nordeste brésilien, la Banque Palmas a été fondée en 1998 pour lutter contre la pauvreté et l'exclusion financière. Le quartier lui-même avait émergé un quart de siècle plus tôt, dans une zone marécageuse située aux alentours de la ville, et accueille depuis sa création des populations vivant en grande précarité. Ses tout premiers habitants – ils sont quelques 32 000 actuellement – étaient des pêcheurs expulsés de leurs maisons dans le cadre de la construction de complexes touristiques. Ils s'y sont installés dès 1973 en construisant eux-mêmes leurs baraquements. À mesure qu'avancait l'urbanisation du quartier, les habitants se sont regroupés au sein de l'Association des Habitants du Conjunto Palmeiras (ASMOCONP) chargée de faire pression sur les autorités municipales pour obtenir un accès aux services de base comme eau courante, électricité, égouts ou transports collectifs. En résultat, les conditions de vie se sont progressivement améliorées, mais le coût de vie a lui aussi augmenté, repoussant les « premiers arrivés » vers des zones encore plus éloignées.

Les difficultés économiques des habitants reflètent le manque d'activité dans le quartier : une étude de l'Association des Habitants conduite en 1997 constatait que 80% de la population en âge de travailler était sans un emploi formel². Cette situation s'expliquait en partie par le manque d'accès au crédit et les difficultés d'établir des activités commerciales dans le quartier, un frein majeur notamment pour les petits entrepreneurs locaux. Partant de ce constat, l'Association des Habitants entama un processus consultatif incluant

habitants, commerçants, producteurs et leaders communautaires. C'est suite à ces consultations que fut créée, en janvier 1998, la Banque Palmas.

Située dans une région pauvre du pays – on estime que 53 % de la population du Nordeste ne possède pas de compte bancaire³ – la banque Palmas propose des services financiers adaptés tels que des microcrédits ou des micro-assurances.⁴ C'est une banque « communautaire » au sens où elle est gouvernée par l'Association des Habitants via le forum local FECOL, un espace de délibération où se réunissent tous les acteurs locaux et où sont définies ses grandes orientations. Sa principale mission est de renforcer le développement endogène du quartier en consolidant l'offre et la demande locales : le microcrédit à destination des entrepreneurs est offert pour dynamiser la production et les commerces locaux, tandis que la monnaie locale Palmas, valable uniquement dans le quartier, incite la population à consommer localement. La banque offre également des formations professionnelles, destinées principalement aux jeunes et aux femmes du quartier, et agit aussi comme correspondant de banques publiques.

En réponse aux demandes émanant d'autres quartiers en difficulté, la banque s'est dotée d'une structure spécifique dédiée à diffuser son expérience, l'Institut Palmas, une association à but non lucratif. Depuis 2003, l'Institut dissémine le modèle de banque communautaire à travers le pays, de sorte que le Brésil en compte aujourd'hui 103. Cette diffusion a été rendu possible par le soutien actif des pouvoirs publics, notamment du Secrétariat national de l'économie solidaire, rattaché au Ministère du Travail et de l'Emploi. C'est ainsi que les monnaies locales ont été intégrées dans un dispositif plus global, visant la réduction de la pauvreté et l'inclusion sociale et économique.

Relocaliser la consommation

Une enquête effectuée en 1997 révélait que 80 % des habitants de Conjunto Palmeiras réalisaient leurs achats à l'extérieur du quartier ; un résultat qui laissait penser que le quartier s'appauvissait par la fuite des capitaux vers

l'extérieur. D'où l'idée d'une monnaie locale pour « rapatrier » les flux monétaires à l'aide d'une monnaie émise en billets de petites coupures (0,5, 1, 2, 5 et 10 Palmas). La valeur du Palmas est ancrée dans celle de la monnaie nationale (1 Palmas égale 1 Réal) mais son émission est contrôlée localement par la Banque Palmas. Liée au dispositif de microcrédit, elle favorise un développement local solidaire dans la mesure où elle soutient la consommation des produits locaux créés et vendus par les entreprises et commerces ayant bénéficié de crédits productifs.

La monnaie Palmas entre en circulation de plusieurs façons :

- lorsqu'un crédit à la consommation est octroyé en Palmas ;
- lorsqu'un habitant échange ses Réais contre des Palmas pour bénéficier de ristournes lors de l'achat en monnaie locale (ces ristournes varient entre 2 et 15% de la valeur de l'achat) ;
- lorsqu'un salarié reçoit une partie de son salaire en Palmas. C'est notamment le cas des employés de la Banque Palmas, qui obtiennent généralement entre 10% et 20% de leur salaire en monnaie locale ;
- enfin, certaines formations offertes par l'école d'économie solidaire de la Banque Palmas peuvent inclure une bourse dont une partie est versée en Palmas.

Le crédit à la consommation est destiné à aider les familles confrontées à des situations d'urgence ; par exemple quand le gaz de cuisine se termine ou quand il faut se procurer des médicaments. Ce prêt est délivré uniquement en Palmas. Il est limité à 50 Palmas (soit l'équivalent de 50 réais) pour la première demande, mais peut atteindre 300 si l'emprunteur rembourse à temps⁵. Les délais de remboursement vont de 30 à 60 jours⁶. Ce crédit est délivré sans que l'emprunteur ait besoin de fournir des garanties, il est octroyé très rapidement et ne comporte pas de taux d'intérêt⁷. Toutefois, une taxe administrative de 1% est appliquée pour couvrir une partie des frais de gestion.

Le Palmas en chiffres

- masse monétaire en circulation : initialement 3000 Palmas, actuellement 40 000 Palmas (soit 40 000 Réais⁸)⁹
- émission monétaire sur les dix premiers mois de l'année 2011 : 70 553,5 P\$
- retraits monétaires sur les dix premiers mois de l'année 2011 : 59 920 P\$
- coûts fixes (impression et monnaie en réserve) : 46 750 Réais
- coûts de fonctionnement annuel (gestion et réimpression) : environ 8 000 Réais
- nombre de commerces acceptant la monnaie locale : 250
- nombre de crédits en monnaie locale en 2012 : 230

Evolution du nombre de personnes ayant bénéficié d'un crédit en Palmas et du nombre d'entreprises acceptant le Palmas.

Année	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Personnes ayant bénéficié d'un cr. à la cons.	70	97	170	310	340	109	127	230
Nombre d'entreprises acceptant Palmas	90	99	130	180	240	240	250	250

Sur la période 2007-2012, 1286 crédits à la consommation ont été octroyés. Les commerces locaux offrant désormais la possibilité de payer à crédit, davantage d'outils de consommation courante sont proposés aux habitants du quartier. Ceci réduit la nécessité de recourir à des crédits de consommation auprès de la Banque Palmas, ce qui pourrait expliquer la baisse de demande de crédit en monnaie locale enregistrée en 2010 et 2011.

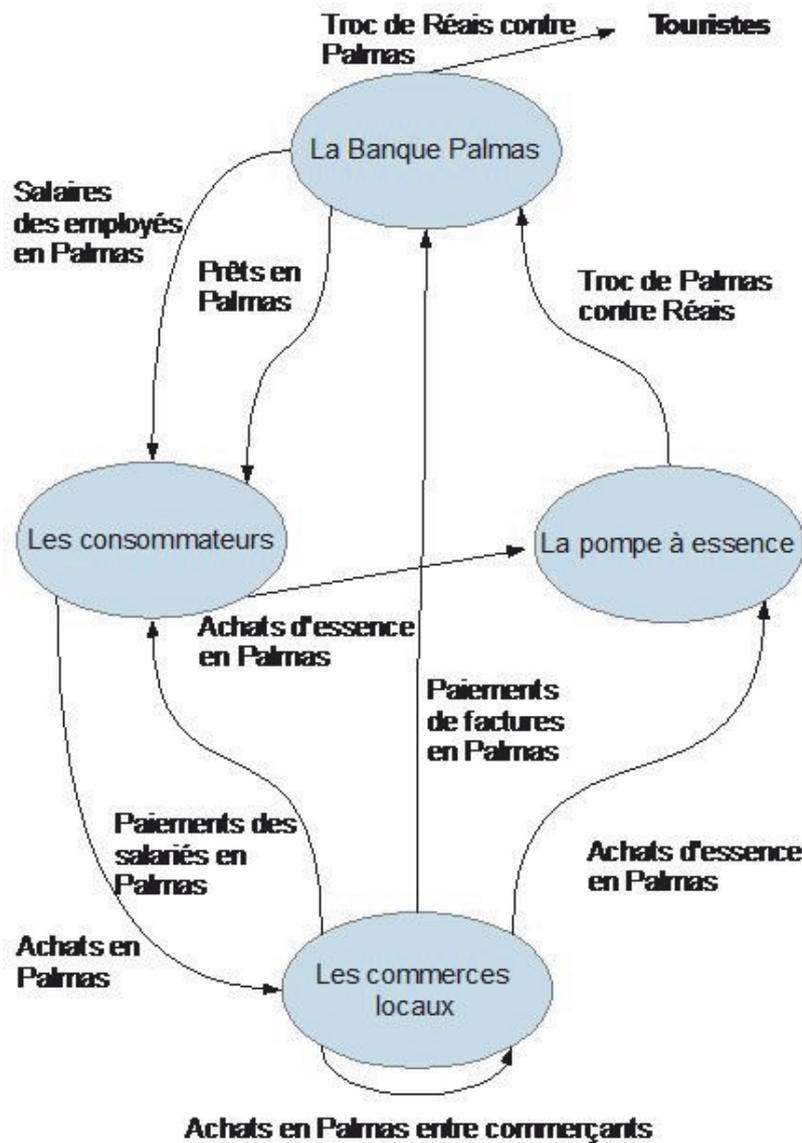
L'intégration des commerçants au dispositif est conditionnée par leur enregistrement auprès de la Banque Palmas. Une fois répertoriés, ils ont le droit de convertir leurs Palmas en Réais ; ce droit est réservé aux commerçants, qui ont souvent besoin de Réais pour s'approvisionner en dehors du quartier. Néanmoins, l'échange en Réais se fait généralement en dernier recours, quand l'entrepreneur ne réussit pas à trouver ce dont il a besoin dans le quartier. Comme les particuliers, les commerçants peuvent payer leurs factures en Palmas à la banque communautaire, en utilisant les services de correspondance bancaire.

Le financement de l'émission monétaire en Palmas est assuré par la Banque et l'Institut Palmas. La monnaie ne s'autofinance pas : la taxe administrative de 1% sur les crédits à la consommation ne suffit pas pour couvrir les frais d'émission, de gestion et de détérioration. La Banque Palmas doit en effet détenir une réserve de Réais couvrant 100% de la masse monétaire émise en Palmas¹⁰, pour garantir la valeur de la monnaie complémentaire. Les coûts d'impression ainsi que les frais de fonctionnement imputés à la gestion et au renouvellement de la monnaie sont couverts par les revenus tirés d'autres produits financiers de la banque communautaire, à savoir les microcrédits productifs et les services de correspondance bancaire. Ainsi, le fonctionnement de la monnaie locale est rendu possible par son articulation avec les autres activités de la banque.

Une monnaie en perte de vitesse ?

Prises ensemble, les actions menées par la Banque Palmas ont contribué à relocaliser une partie de la consommation

Circuit monétaire du Palmas



au sein du quartier. En 1997, seulement 20% des ménages déclaraient réaliser leurs achats à l'intérieur du quartier ; ce taux avait grimpé à 71% en 2002. Cette internalisation de la consommation est le résultat des actions communes de la Banque Palmas et de l'ASMOCONP. En effet, à partir de 1999 les deux organisations ont élaboré la campagne de promotion « compre no bairro é mais emprego » (achetez dans le quartier pour plus d'emploi), principalement à travers des pièces de théâtre, des fresques murales et des romans-photos. La monnaie Palmas, créée en 2002, a permis de renforcer la demande interne puisque neuf habitants sur dix (93 %) déclaraient consommer à l'intérieur du quartier en 2011.

Toutefois, en dépit d'un fort taux de consommation interne, il s'avère que très peu d'habitants utilisent la monnaie Palmas. Même si ces derniers affichent généralement confiance en la monnaie, ils ne l'utilisent réellement qu'à titre exceptionnel. C'est surtout grâce aux employés de la Banque et de l'Institut Palmas que la monnaie entre en circulation.

C'est ce que montrent les données quantitatives d'émissions monétaires sur les dix premiers mois de l'année 2011¹¹. Sur la période, 70 550 Palmas ont été mis en circulation, soit 7000 par mois en moyenne. La rémunération des salariés de la Banque et de l'Institut représente de loin le premier moyen de mise en circulation (51 200 Palmas, soit 73% des émissions totales). Les prêts à la consommation n'arrivent qu'en deuxième position avec 27% du total, pour une valeur de 19 220 Palmas. De ces crédits en Palmas, 54,8% sont octroyés aux habitants et 45,2% aux employés ou à des personnes affiliées à la Banque Palmas.

Quant à l'échange direct de Réais contre des Palmas, il ne représente même pas 1% du volume total. Ce ne sont pas des personnes de la communauté qui viennent « troquer » leur monnaie nationale, mais principalement des touristes qui gardent les billets comme souvenir. Nous pouvons ainsi conclure que 85% des émissions monétaires sont directement imputables au personnel de la banque et aux personnes ayant un lien direct avec elle.

Les commerçants déplorent aussi une diminution de la circulation de la monnaie. Nos entretiens auprès des commerçants et consommateurs ont montré que, dans la grande majorité des cas, les flux monétaires chez les commerçants sont négligeables voire inexistantes. Les Palmas sont dépensés seulement dans certains commerces offrant des biens de nécessités quotidiennes (tels que l'alimentation ou les produits de santé) et des biens et services nécessaires pour l'approvisionnement d'autres entreprises. Les commerçants qui reçoivent les Palmas les dépensent à leur tour dans d'autres commerces, à titre personnel ou professionnel.

Ainsi, le cas de la monnaie Palmas semble paradoxal. D'un côté, la monnaie est relativement bien perçue par ses utilisateurs et les habitants, et bénéficie de la confiance et du soutien accordés à l'organisation émettrice. De l'autre, elle est très peu utilisée par les habitants du quartier.

Un tableau similaire se dégage de l'analyse des retours de monnaie locale à la Banque Palmas. Sur les dix premiers mois de l'année 2011, 59 920 P\$ sont retournés à la Banque Palmas.

D'où viennent ces flux ? 17% en sont attribués aux activités de correspondance bancaire : les entreprises et les particuliers ont utilisé la monnaie locale pour payer des factures de prestataires situés en dehors du quartier. Quant au remboursement de crédits à la consommation accordés en Palmas, il semble quasiment absent. En réalité, les retours de Palmas à la banque émettrice reflètent surtout la reconversion des Palmas en Réais, interdite pour les particuliers mais autorisée pour les entreprises. Les données montrent qu'il n'y a qu'une seule entreprise qui effectue cette opération : la pompe à essence du quartier, responsable de 81% des retours de Palmas à la banque. En effet, c'est la seule entreprise dont la marchandise provienne intégralement de l'extérieur. Elle doit donc changer ses revenus en monnaie nationale pour payer ses fournisseurs ; les autres entreprises trouvant toujours la possibilité d'utiliser la monnaie dans le quartier.

D'un côté, la majeure partie des Palmas entre en circulation via les salaires du personnel de la Banque et de l'Institut Palmas ; de l'autre, elle termine sa circulation dans la pompe à essence. Aussi bien les « sorties » que les « entrées » monétaires sont donc fortement concentrées, ce qui tend à restreindre la circulation de la monnaie. Notons néanmoins que la Banque Palmas a émis davantage de monnaie qu'elle n'en a reçue en retour : un excédent de plus de 10 000 Palmas est resté en circulation.

Nous pouvons reconstituer le circuit de la monnaie Palmas de la façon suivante (voir graphique page 3) :

- 1) les P\$ sortent de la banque, via le paiement des salaires et les prêts ;
- 2) les P\$ sont utilisés pour l'achat dans les commerces et circulent entre ces-derniers ;
- 3) les commerces utilisent les P\$ pour payer leurs factures à la BP ;
- 4) les commerces s'approvisionnent en essence dans la station du quartier ;
- 5) la pompe à essence vient troquer ses P\$ à la banque.

Selon Joaquim Melo, leader communautaire et ancien président de l'Institut Palmas, la baisse de la demande en monnaie locale s'explique par le fait que les crédits à la consommation visaient à subvenir à des situations d'urgence auxquelles les ménages n'arrivaient pas à faire face, faute d'épargne et de revenus suffisants. Avec l'amélioration des conditions de vie, les personnes ont moins besoin de ce type de crédit et elles ont plus d'accès à la monnaie officielle. En effet, selon une étude réalisée en 2008 par l'Université Fédérale du Ceara¹², 25 % des habitants déclarent avoir augmenté leurs revenus et 20 % avoir trouvé un travail grâce aux actions de la Banque Palmas. De plus, les cartes de crédit se sont fortement développées au cours de ces dernières années ; avec les crédits offerts directement par les commerçants locaux, elles ont contribué à réduire la demande de crédits à la consommation.

L'absence d'un cadre juridique adapté

La reconnaissance de la monnaie Palmas ne s'est pas faite sans heurts. En 2003, la banque a été assignée en justice par

la Banque centrale brésilienne, au motif que l'émission des Palmas allait contre les compétences exclusives de la Banque centrale en matière d'émission monétaire et de régulation de l'offre de la monnaie. La Banque centrale a perdu ce procès, le tribunal constatant que la monnaie locale n'avait « à aucun moment [...] affecté la circulation fiduciaire normale du Réal »¹³. Il ne s'agit en effet pas d'une réelle création monétaire dans la mesure où la monnaie locale est entièrement couverte par la réserve en monnaie nationale. L'émission des Palmas a été jugée légale au regard du droit constitutionnel qu'ont les citoyens d'avoir un accès aux finances.

À la suite de ces procès, la Banque centrale mena différentes études sur les monnaies complémentaires et les banques communautaires, notamment dans le cadre de son programme d'inclusion financière. L'utilité sociale des monnaies locales des banques communautaires fut officiellement reconnue en 2009, avec l'élaboration d'une note technique réalisée conjointement entre la Banque centrale et le Secrétariat national de l'économie solidaire.

Toutefois, il n'existe toujours pas de statut juridique adapté pour les banques communautaires. La majorité d'entre elles travaille sous couvert du statut d'association. Quant à la Banque Palmas, elle est désormais intégrée au sein de l'Institut Palmas dont le statut est celui d'une « organisation de la société civile d'intérêt public », ce qui lui permet d'établir des partenariats avec des institutions publiques et privées. Ainsi, dans le cadre d'un programme national de développement des banques communautaires, l'Institut Palmas fournit une expertise dans la diffusion et la consolidation d'autres banques communautaires dans tout le pays. Il a également conclu différentes collaborations avec plusieurs banques publiques brésiliennes pour élargir son portefeuille de microcrédit et diversifier ses produits financiers.

Un modèle en voie de diffusion

Malgré ces difficultés statutaires, certaines municipalités font état d'ingéniosité en intégrant les monnaies locales dans des politiques publiques municipales. Ainsi, la commune de São João do Arraial, dans l'État du Piauí, rémunère ses fonctionnaires en partie (jusqu'à 25% du salaire) en monnaie locale Cocais. Cette politique publique permet d'accroître la visibilité de la monnaie et de la banque communautaire qui en assure la gestion, puisque davantage de personnes se rendent à la banque communautaire et découvrent par là même ses différents services.

Le risque inhérent à ce volontarisme politique est que la monnaie disparaisse avec un changement de majorité. C'est notamment ce qu'il s'est passé dans la commune de Silva Jardim, dans l'État de Rio de Janeiro. L'ancienne majorité avait créé une aide financière en monnaie locale destinée aux familles les plus démunies. La nouvelle majorité ayant gagné les élections municipales de 2012 a décidé de mettre fin à cette expérimentation monétaire et a fermé la banque communautaire. Cette situation est très différente du cas de la Banque Palmas ; celle-ci est autogérée et ne dépend

pas des pouvoirs politiques locaux pour fonctionner.

Conclusion

La monnaie Palmas fait partie d'un effort plus vaste de relocalisation des achats des habitants au sein de la communauté. L'objectif a été largement rempli : la concentration des revenus a permis de faire circuler la richesse localement et de générer davantage de débouchés pour les producteurs locaux. Ce potentiel est stimulé par le fait que la monnaie est articulée autour de services financiers adaptés aux besoins des habitants du Conjunto Palmeiras. De plus, elle bénéficie de l'esprit de quartier et de la solidarité du mouvement social qui est à sa base.

Toutefois, si la monnaie locale jouit d'une certaine confiance des commerçants et est connue par les consommateurs, peu d'usagers l'utilisent effectivement. Le circuit monétaire commence avec le personnel de la Banque Palmas et finit à la pompe à essence, qui renvoie les billets à la banque. Ainsi, si la monnaie bénéficie de l'approbation des habitants du quartier, elle ne constitue pas un moyen d'échange incorporé dans leur vie quotidienne.

La faible circulation de la monnaie pourrait s'expliquer en partie par le fait que la Banque Palmas se concentre sur les problèmes d'exclusion économique et sociale. La monnaie joue certes un rôle dans la restructuration de l'économie du quartier, mais ne peut à elle seule sortir les habitants de la pauvreté. Pour y parvenir, la Banque Palmas innove sans cesse pour renforcer les « capacités » socio-économiques des habitants. À titre d'exemple, elle a récemment créé un service d'accompagnement destiné aux femmes bénéficiaires du programme social Bolsa Família, liant particulièrement microcrédit et formation professionnelle.

Cependant, la monnaie locale reste importante sur le plan symbolique, comme un vecteur de la réappropriation citoyenne du quartier et de la promotion de la consommation interne. Ainsi, la Banque Palmas a récemment créé la monnaie locale Palminha pour les enfants. Ayant la même fonction que la monnaie Palmas, cette monnaie sert à transmettre l'idée de la consommation interne et les valeurs de la coopération aux nouvelles générations.

Notes

¹ Meyer, C. (2012), *Les finances solidaires comme biens communs durables : étude de cas de la banque communautaire de développement Palmas*, Liège : Édition Luc Pire (e-book).

Disponible sur :

<http://www.prixdeleconomiesociale.be/project/publication-2012/>

² França Filho, G., Silva Junior, J. (2005), « Une dynamique associative emblématique du Nord-Est brésilien », in Laville, J.-L., Magnen, J.-P., França Filho, G., Medeiros, A., *Action publique et économie solidaire, une perspective internationale*, Ramonville Saint-Agne: Erès, pp. 105-121.

³ Schiavinatto, F., de Holanda Schmidt, F. (2011), « SIPS Bancos. Inclusão financeira e bancarização no Brasil », in Schiavinatto,

F., Sistema de indicadores de percepção social, Brasília: IPEA, pp.181-210.

⁴ Meyer, C., Leal Prates, L. (2013), « Community Development Banks: Enabling Access to Finance for Poor Communities », in United Nations Research Institute for Social Development (Think piece). Disponible sur : <http://www.unrisd.org/thinkpiece-meyer-leal>

⁵ À titre de comparaison, le salaire minimum brésilien s'élevait à 678 réais en 2013.

⁶ Borges, A. (2010), « Banco Palmas como uma plataforma de desenvolvimento comunitário », in Moraes, L., Borges, A., *Novos paradigmas de produção e consumo. Experiências inovadoras*, São Paulo: Institut Pólis, pp. 249-294.

⁷ Le fait de tirer des bénéfices de l'émission monétaire (« le droit de seigneurage ») est le privilège du système bancaire traditionnel et de la Banque centrale brésilienne.

⁸ 1 euro = 3,19 Réais (décembre 2013).

⁹ Institut Palmas (2013), *Relatorio 2012* (rapport 2012), Fortaleza : Institut Palmas.

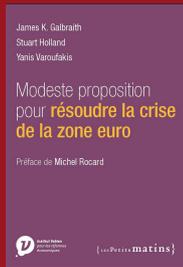
¹⁰ França Filho, G., Scalfoni, A., Silva Junior, J., Meyer, C. (2012), « L'enjeu de l'usage des monnaies sociales dans les banques communautaires de développement au Brésil: étude de cas de la Banque Palmas. », in *Revue internationale de l'économie sociale -Recma*, n°324, pp.70-86.

¹¹ Notre séjour de recherche ne nous a pas permis de récolter les données sur une année entière, mais seulement sur les dix premiers mois de l'année 2011. Les données sur l'émission monétaire et la circulation du Palmas avant janvier 2011 ont, malheureusement, été perdues. Il est donc difficile de mesurer l'évolution dans le temps.

¹² Silva Junior, J. (coord.) (2008), *Avaliação de impactos e de imagem : Banco Palmas – 10 anos*, Fortaleza : Université Fédérale du Ceara – Institut Palmas.

¹³ Vasconcelos Freire, M. (2011), *Moedas sociais: contributo em prol de um marco legal e regulatório para as moedas sociais circulantes locais no Brasil*, Thèse de doctorat en droit, Brasília: Université de Brasília.

DERNIÈRES PUBLICATIONS



Modeste proposition pour résoudre la crise de la zone euro

James K. Galbraith, Stuart Holland et Yanis Varoufakis
Préface de Michel Rocard

Face à la crise de la zone euro, il faut se montrer réaliste et pragmatique : un changement des traités européens ce n'est pas pour demain. Ce livre formule une proposition immédiatement applicable, s'inscrivant dans le cadre institutionnel actuel et propre à remettre la zone euro sur la voie de la prospérité.

A paraître 2 janvier 2014

Une co-édition Petits Matins/Institut Veblen



Pourquoi l'égalité est meilleure pour tous

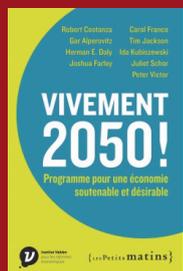
Richard Wilkinson et Kate Pickett

préface de Pascal Canfin

Les pays les plus inégalitaires sont aussi ceux où les taux de maladie mentale, de mortalité infantile, d'obésité, de déscolarisation, de grossesse précoce et de criminalité sont les plus élevés. « L'intuition de John Steinbeck selon laquelle "une âme triste vous tue beaucoup plus vite qu'un germe" est désormais confirmée par des études épidémiologiques ».

Novembre 2013.

Une co-édition Petits matins/Institut Veblen, en partenariat avec Etopia



Vivement 2050 ! Programme pour une économie soutenable et désirable

Robert Costanza, Gar Alperovitz, Herman E. Daly, Joshua Farley, Carol Franco, Tim Jackson, Ida Kubiszewski, Juliet Schor, Peter Victor, Les petits matins - Institut Veblen, mai 2013.

Les principes qui fondent l'économie mondiale doivent changer, et vite ! La bonne nouvelle est qu'il serait possible de satisfaire les besoins de tous, de concilier le nécessaire et le souhaitable, et de vivre mieux dans une économie rendue enfin durable.

Mai 2013

Une co-édition Petits matins/Institut Veblen



L'économie verte en trente questions

Alternatives Economiques Poche n°61 mars 2013

La triple crise économique, sociale et écologique nous invite à questionner les finalités de l'économie. Que doit-on produire ? En mobilisant quelles ressources ? Avec quels résultats ? Comment aller vers un nouveau plein emploi ? C'est à ces questions que répond ce hors-série poche.

En partenariat Institut Veblen/Alternatives Economiques

Pour suivre nos activités, abonnez-vous à notre newsletter

www.veblen-institute.org

@VeblenInstitute

Institut Veblen pour les réformes économiques

Mission

L'Institut Veblen promeut la transition écologique et sociale. Il anime le programme IRE (Initiative internationale pour repenser l'économie), initié par la Fondation Charles Léopold Mayer en vue de faire émerger de nouvelles propositions dans le domaine de l'économie.

Publications

Les notes Veblen présentent les travaux de l'Institut et de ses partenaires. Suivez nos productions sur le site ou par twitter.

Chercheurs associés

Robert Costanza, Carol Franco, Ida Kubiszewski, Pascal Petit, Geoffrey Pleyers, Philippe Roman, Bruno Théret, Jean-Michel Servet...

Equipe exécutive

Wojtek Kalinowski
Aurore Lalucq

Conseil d'administration

Philippe Frémeaux (président)
James Galbraith (vice-président)
Patrick Hébert (trésorier)
Jérôme Blanc (secrétaire)

Nous contacter

Institut Veblen
38 rue St-Sabin
75011 Paris
France
Tel : + 33(0)1 43 14 75 75
Fax : + 33(0)1 43 14 75 99
E-mail : contact@veblen-institute.org